



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n° 010493/KK P
en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement**

Le préfet de la région Hauts-de-France
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord
préfet du Nord
chevalier de la Légion d'honneur
officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à monsieur Julien LABIT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 010493/KK P, déposé complet le 15 décembre 2025, par la société IMMO MEL relatif au projet d'extension de l'usine Matra Électronique, sur la commune de Venette, dans le département de l'Oise ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 19 décembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet, qui consiste à créer une extension de 16 896 m² d'un site de production spécialisé dans la fabrication de cartes électroniques assemblées, relève de la rubrique N° 39. b) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les opérations d'aménagement dont l'emprise au sol au sens de l'article R. 420-1 du même code est supérieure ou égale à 10 000 m² ;
2. le projet d'extension des installations permet d'adapter les capacités de production et les équipements aux besoins futurs, avec 200 salariés supplémentaires ;

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.hauts-de-france.gouv.fr

Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf

3. le projet prévoit sur les parcelles actuellement occupées par le site de production :
 - la construction d'une extension principale sur deux niveaux, d'environ 4 300 m² d'emprise au sol, comprenant ;
 - des espaces de production en rez-de-chaussée ;
 - des bureaux en étage ;
 - une extension du réfectoire d'environ 400 m² ;
 - la création d'un abri extérieur d'environ 130 m² ;
 - la création d'un nouveau poste de garde d'environ 110 m² ;
4. le projet prévoit sur les parcelles contiguës au site de production existant :
 - l'aménagement d'un parking destiné aux salariés, comprenant environ 205 places ;
 - le réaménagement de l'entrée du site, incluant le parking visiteurs, les accès poids-lourds et les aménagements associés ;
 - la création d'un bassin d'infiltration et de noues destinés à la gestion des eaux pluviales ;
5. Les travaux de construction du projet sont prévus sur 14 mois, en trois phases :
 - aménagements extérieurs et terrassements, permettant notamment la mise en service anticipée du parking salariés et l'installation de bâtiments temporaires nécessaires à la continuité de l'activité ;
 - construction des bâtiments, correspondant à la phase principale du chantier ;
 - réaménagement de l'entrée du site, réalisé de manière à limiter les perturbations entre les flux du chantier et l'activité du site en exploitation ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine qui nécessitent une étude d'impact ;

Décide

Article 1^{er} :

Le projet d'extension de l'usine Matra Électronique, sur la commune de Venette, dans le département de l'Oise, déposé par la société IMMO MEL, n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Conformément aux dispositions de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement, il appartient à l'autorité compétente de vérifier, au stade de l'autorisation, que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le portail de l'évaluation environnementale (<https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr/#/public/portalReviews>).

Fait à Lille, le 7 janvier 2026

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
le chef du Pôle autorité environnementale,